



## Bulletin lundi 27 avril 2020

E-mai : [fodgip44@gmail.com](mailto:fodgip44@gmail.com)

### Audioconférence avec la DRFiP44 le vendredi 24 avril 2020

#### Campagne IR

La DRFiP44 fait un point sur la 1<sup>ère</sup> semaine de Campagne IR. 20 % des agents en SIP ont été mobilisés en présentiel.

La 2<sup>ème</sup> semaine, les demandes devraient augmenter tout comme le nombre d'agents présents.

Par ailleurs, seront mobilisés en plus, 18 vérificateurs du 44, des 16 vérificateurs de la DIRCOFI, des agents des PCRP, etc pour répondre aux e-contacts. La mission téléphone sera assurée par rotation d'une demi-journée.

Saisine de l'intersyndicale : la direction répond qu'elle ne donnera pas plus de chiffrages que ce qu'il n'y a dans le Plan de Continuation d'Activité, et ce bien que la demande de l'intersyndicale ait tenté de lui démontrer la peu de visibilité ...

Brochure papier : elles ne seront pas envoyées aux télétravailleurs. « Tout est en ligne ».

Taux de décroché : le directeur général indique lors des audioconférences nationales, que nous ne sommes pas « bon » sur le sujet ... la DRFiP44 nous indique que nous ne disposons pas des outils techniques pour savoir si c'est le cas dans les départements, La DG évoque les centres de Contact.

Pour autant, 4 numéros de téléphone ont été demandés à la Loire-Atlantique en cas de besoin de délester les CDC.



Déclarations papier : pas encore de retour dans la mesure où la Poste a déjà fait part du retard dans la distribution des envois.

Quand le courrier montera en puissance, les SIP assureront le renfort. Pour rappel, la consigne est maintenue d'une ouverture à J+1, dans le cadre du COVID19.

Public : à ce stade il n'est pas question d'ouvrir au public le 11 mai. La Presse a mal compris les propos de G. Darmanin. Pour autant selon le DRFiP44, « il y a bien un moment où on ouvrira les portes ». La DGFIP lui demande d'ailleurs de remonter les difficultés qu'il y aurait à le faire.

A **FO**, qu'il l'interroge sur la fixation des plexiglas qui devront être installés dans les accueils, la DRFiP44 indique qu'ils

seront fixés par du scotch « double face ».

Ordinateurs supplémentaires : nous devrions en recevoir une douzaine dans le cadre de la dotation nationale, le Grand Est et l'Île de France ayant été servis avant les autres.

**FO** a demandé à ce qu'un vigile soit présent la semaine avant le déconfinement car les usagers ne vont manquer de se déplacer (il y en aurait déjà..). Refus de la DRFiP44.

De grands panneaux seront installés aux accueils pour prévenir le public.

#### Déconfinement

Pour le moment la réflexion porte sur la dimension des locaux de chaque structure afin de déterminer si oui ou non, il sera possible d'accueillir les agents en respectant les mesures barrières dont celle de la distanciation sociale. Vu la densification des m<sup>2</sup> pratiquée à la DRFiP44 depuis plusieurs années, il y a où se poser des questions.

Il n'est pas question que tous les agents soient de retour le 11 mai. Et bien évidemment pas ceux qui ont été répertoriés comme étant « fragiles ».

Les informations sur ce sujet vont arriver dans les jours prochains.

Pour le port des masques « obligatoires », il n'en est pas question dans les services à ce stade. La DRFiP44 dit ne pas être en mesure d'en fournir un modèle « grand public » à chaque agent. **FO** lui a rappelé que le CHSCT a donné un accord de principe pour le matériel de protection.

#### Fonds de solidarité

La Région ayant signé la nouvelle convention, les fonds devraient arriver. Des anomalies ont été constatées pour la 1<sup>ère</sup> vague : bien entendu, il y a nécessité de fiabiliser avant de payer.

#### Situation journalière des télétravailleurs

la DRFiP44 a demandé à des télétravailleurs de préciser leur temps de travail depuis le début du confinement (0j / 0,5j / 1j).

La discussion fut âpre après la saisine de la DGFIP par **FO** et une autre OS. Contrairement à ce qu'affirme la DRFiP44, une proposition avait été faite auparavant par **FO**.

Et ce sont bien les nombreuses réactions des collègues en colère de subir cette suspicion, qui ont été à l'origine de cette demande par la voie nationale.

